

LES ENJEUX DE LA GESTION DES ARCHIVES DANS A LA DIRECTION DE LA DOCUMENTATION ET DES ARCHIVES DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (DDA) ET DE LA DIRECTION DES ARCHIVES NATIONALES DE CÔTE D'IVOIRE (DANCI)

DOCTEURE Paule Liliane koty,

Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle (INSAAC),

yaolilianepaule@gmail.com

Résumé

La gestion des archives en Côte d'Ivoire, à la Direction de la Documentation et des Archives (DDA) du ministère de l'Économie et des Finances ainsi qu'à la Direction des Archives Nationales (DANCI), constitue un enjeu majeur pour la gouvernance, la transparence et la préservation du patrimoine documentaire national. Cette étude repose sur un échantillon de 30 personnes (20 archivistes spécialisés, 5 agents administratifs, 5 usagers externes), croisant ainsi les points de vue internes et externes sur les pratiques archivistiques et l'accessibilité des documents. Les résultats montrent un manque d'harmonisation des plans de classement, l'absence de politique d'archivage unifiée, l'insuffisance de personnel qualifié et des infrastructures inadaptées. La majorité des agents et des usagers expriment une insatisfaction quant aux conditions de conservation et une faible sensibilisation des décideurs. La méthodologie, combinant recherche documentaire, observation, questionnaires et entretiens, a permis d'identifier les principaux défis, parmi lesquels l'urgence d'adopter une politique nationale d'archivage, le renforcement de la formation continue, la modernisation des infrastructures et la valorisation du métier d'archiviste. La modernisation et la sécurisation des archives, notamment par l'intégration de solutions numériques, s'avèrent essentielles pour garantir la mémoire institutionnelle, améliorer l'accès à l'information et soutenir le développement administratif.

Mots-clés : *gestion des archives, politique d'archivage, conservation, numérisation, patrimoine.*

Summary:

The management of archives in Côte d'Ivoire, at the Documentation and Archives Directorate (DDA) of the Ministry of Economy and Finance as well as at the National Archives Directorate (DANCI), is a major issue for governance, transparency, and the preservation of the national documentary heritage. This study is based on a sample of 30 people (20 specialized archivists, 5 administrative agents, 5 external users), thus combining internal and external viewpoints on archival practices and document accessibility. The results show a lack of harmonization in classification plans, the absence of a unified archiving policy, insufficient qualified staff, and inadequate infrastructure. The majority of agents and users express dissatisfaction with conservation conditions and low awareness among decision-makers. The methodology, combining documentary research, observation, questionnaires, and interviews, allowed for the identification of the main challenges, including the urgency of adopting a national archiving policy, strengthening continuous training, modernizing infrastructure, and promoting the profession of archivist. Modernizing and securing archives, particularly through the integration of digital solutions, proves to be essential for ensuring institutional memory, improving access to information, and supporting administrative development.

Keywords: archiving management, archiving policy, preservation, digitization, heritage.

Introduction

La gestion efficace des archives constitue un enjeu stratégique pour la bonne gouvernance, la transparence administrative et la préservation du patrimoine documentaire dans le secteur public, particulièrement en Afrique subsaharienne. En Côte d'Ivoire, la Direction de la Documentation et des Archives (DDA) du ministère de l'Économie et des Finances, ainsi que la Direction des Archives Nationales (DANCI), jouent un rôle important dans l'organisation, la conservation et la valorisation des archives publiques, dans un contexte marqué par des défis structurels, organisationnels et technologiques. Cette recherche s'appuie principalement sur deux cadres théoriques

complémentaires. D'une part, la théorie de la gestion documentaire intégrée, qui postule que la construction d'un système cohérent, normé et structuré est nécessaire pour garantir l'efficacité administrative et la pérennité des archives (Guertin, 1995). Cette théorie met en avant l'importance d'un cadre réglementaire robuste, d'outils adaptés (plans de classement, politiques d'archivage), ainsi que la nécessité d'une formation adéquate pour les agents. D'autre part, la théorie de la mémoire institutionnelle et patrimoniale, qui souligne le rôle fondamental des archives dans la transmission des savoirs administratifs, la construction de l'identité collective et la garantie de la continuité de l'action publique (Akodigna, 2017 ; Bannouri, 2005). Cette approche souligne également la dimension socio-politique et culturelle des archives, au-delà de leur simple technique de gestion. Comme le rappellent également Mbaye (1982, 2004) et Couture (2006-2007), un cadre normatif solide et la modernisation des infrastructures représentent des impératifs pour garantir la pérennité, l'accessibilité et la sécurité des fonds documentaires. Dans cette perspective, la question de la modernisation, notamment par l'intégration du numérique et l'adoption de normes internationales, s'impose de plus en plus, comme l'atteste les recommandations de l'International Council on Archives (ICA, 2015, 2023), ainsi que les expériences de formation continuent appliquées dans plusieurs pays africains (Baillargeon & Wenglenski, 2022). Cependant, malgré ces avancées et recommandations, la situation archivistique en Côte d'Ivoire est encore confrontée à de multiples obstacles liés à la vétusté des infrastructures, à l'insuffisance des moyens matériels, au déficit de formation continue et à la faible implication des usagers dans la gestion documentaire. L'analyse des pratiques archivistiques, notamment par des enquêtes et des entretiens réalisés par Ndour, Dièye et Gning (2024), révèle l'existence de freins persistants ainsi que des leviers d'amélioration à exploiter. Dans ce contexte, il devient essentiel

de s'interroger sur la manière dont les facteurs organisationnels, matériels et humains influencent la perception et la satisfaction des usagers et des agents vis-à-vis de la gestion des archives à la DDA et à la DANCI. De même, il importe d'évaluer dans quelle mesure la modernisation, particulièrement numérique, et la professionnalisation des agents peuvent contribuer à améliorer la conservation, l'accessibilité et la valorisation des archives publiques ivoiriennes. De ces interrogations découlent deux hypothèses structurantes :

H1 : L'amélioration des infrastructures, de l'accessibilité et de la professionnalisation des agents conduit à une perception plus positive et à une meilleure satisfaction des usagers et du personnel.

H2 : L'intégration des outils numériques et l'adoption de normes internationales ont permis la modernisation, la sécurisation et la valorisation du patrimoine documentaire national, tout en renforçant la confiance des usagers dans le service public d'archives.

Ainsi, cette étude se donne pour objectif d'analyser les pratiques et les enjeux actuels de la gestion des archives dans les administrations publiques ivoiriennes, en prenant appui sur les exemples de la DDA et de la DANCI, afin de mettre en lumière à la fois les dynamiques de modernisation, les défis persistants et les perspectives d'amélioration pour une gestion documentaire efficace, pérenne et innovante.

2-Méthodologie

2-1-Étude du terrain

L'étude a été conduite au sein de deux institutions publiques ivoiriennes clés dans la gestion des archives : la Direction des Archives Nationales (DANCI) et la Direction de la Documentation et des Archives (DDA). Ces structures ont été sélectionnées en raison de leur rôle central dans la production, la

collecte, la conservation et la diffusion des archives publiques en Côte d'Ivoire. Leur positionnement géographique stratégique au Plateau, centre administratif et financier du pays, facilite l'observation des pratiques d'archivage au cœur des institutions publiques. La DANCI, proche de la Primature, bénéficie d'une proximité avec les services ministériels facilitant la réception régulière des documents officiels, tandis que la DDA, située face à la Bourse régionale des valeurs mobilières, entretient des liens étroits avec les institutions financières et administratives. Ce cadre géographique et institutionnel offre un terrain d'étude privilégié pour analyser les dynamiques et les enjeux archivistiques à l'échelle nationale. Leur importance structurelle et leur emplacement stratégique contribuent ainsi à la centralisation et à la circulation des archives administratives en Côte d'Ivoire.

2-2-Échantillon

L'échantillon a été constitué pour refléter au mieux la diversité des acteurs impliqués dans la gestion documentaire au sein de ces institutions. La DANCI compte 56 agents, dont 12 professionnels qualifiés en archivistique, tandis que la DDA emploie 79 agents, mais s'appuie également sur un réseau élargi de professionnels et de correspondants documentaires à travers le pays. Ce constat souligne un déficit flagrant en personnel spécialisé, susceptible d'affecter la qualité du service archivistique. Pour cette étude, un échantillon de 30 agents a été retenu, réparti équitablement entre la DDA et la DANCI (15 chacune), comprenant 20 archivistes spécialisés et 10 agents administratifs ou correspondants non spécialisés. Cette répartition équilibrée permet de croiser les points de vue des experts et des personnels aux profils variés, offrant ainsi une analyse complète des pratiques, des difficultés et des besoins dans la gestion documentaire.

Tableau1 : Composition détaillée de l'échantillon

Institution	Archivistes / Professionnels spécialisés	Agents administratifs / Correspondants	Total
DDA	10	5	15
DANCI	10	5	15
TOTAL	20	10	30

Source :koty Liliane 2025

2-3-Techniques de recueil des données et Méthodes de recherche

2-3-1- Recherche documentaire

Cette étape fondamentale a consisté à collecter et analyser diverses sources écrites (thèses, rapports institutionnels, articles scientifiques, ressources en ligne) relatives à la gestion des archives aux niveaux national et international. Elle a permis de contextualiser l'étude, d'identifier les problématiques clés, d'affiner les hypothèses et de préparer l'étude de terrain avec rigueur.

2-3-2-Observation

Réalisée lors d'immersions sur une période prolongée (2016-2024), cette méthode a permis de recueillir des données sur les pratiques efficaces, les interactions entre agents et les contraintes quotidiennes rencontrées. L'observation a mis en lumière des écarts entre les règles formelles et leur mise en œuvre, révélant des pratiques informelles souvent pragmatiques.

2-3-3-Enquête par questionnaire

Destinée au personnel des deux institutions, cette méthode quantitative a permis de collecter des données sur les conditions

de travail, les compétences, l'accès aux archives et la satisfaction des agents. Les résultats statistiques ont facilité la mise en évidence des tendances, des lacunes et des facteurs influençant la performance archivistique. Destinée au personnel des deux institutions, cette méthode quantitative a permis de collecter des données sur les conditions de travail, les compétences, l'accès aux archives et la satisfaction des agents. Les résultats statistiques ont facilité la mise en évidence des tendances, des lacunes et des facteurs influençant la performance archivistique.

2-3-4-Entretien

Menés auprès de responsables et archivistes, ces entretiens qualitatifs ont offert une compréhension approfondie des pratiques, stratégies, défis et perceptions des acteurs face aux mutations technologiques et organisationnelles. Cette approche fine a complété les données quantitatives en donnant la parole aux professionnels.

2-3-5-Méthodes d'analyse

Analyse qualitative

L'analyse qualitative s'appuie principalement sur les données enregistrées lors des entretiens semi-directifs et des observations de terrain. Elle vise à explorer les perceptions des acteurs impliqués dans la gestion des archives, en recueillant leurs témoignages et expériences concrètes, à mettre en lumière les enjeux humains et organisationnels notamment les difficultés relationnelles, les pratiques professionnelles ainsi que les facteurs culturels et institutionnels influençant la gestion documentaire et à identifier les besoins en modernisation et en formation, en particulier dans le contexte de l'intégration croissante des outils numériques et des nouvelles technologies dans les processus archivistiques. Cette approche permet ainsi de comprendre en profondeur les dynamiques internes, les freins et les leviers du changement au sein des institutions étudiées.

Analyse quantitative

L'analyse quantitative s'appuie sur le traitement statistique des questionnaires administrés au personnel des institutions étudiées. Elle a permis de mesurer l'ampleur des difficultés rencontrées, telles que le manque de personnel qualifié, l'insuffisance d'équipements adaptés et les contraintes budgétaires. Par ailleurs, cette analyse a également mis en évidence les corrélations entre différents facteurs organisationnels (comme la formation, les ressources matérielles, la gestion des flux documentaires) et la qualité ainsi que la performance des services archivistiques. Grâce à ces données chiffrées, il a été possible d'identifier les principaux leviers et obstacles à l'amélioration des pratiques archivistiques dans ces structures.

Analyse descriptive

L'analyse descriptive repose sur la synthèse des observations de terrain et l'étude approfondie des documents recueillis. Elle permet de dresser un bilan global des dispositifs de gestion des archives en place, en tenant compte de leur contexte spécifique et des particularités organisationnelles. Cette démarche met en perspective les résultats obtenus à travers les autres méthodes, tout en soulignant les besoins urgents de modernisation, notamment concernant l'adoption et le développement de solutions de numérisation et d'archivage électronique. Ainsi, l'analyse descriptive offre une vision d'ensemble essentielle pour identifier les évolutions nécessaires à la pérennité et à l'efficacité des services d'archives.

Le recours à une méthode mixte, combinant des approches qualitatives et quantitatives, permet de trianguler les données, renforçant ainsi la fiabilité des résultats. La recherche documentaire a fourni un cadre théorique solide, tandis que l'observation prolongée a permis d'accéder à la réalité du terrain

au-delà des discours institutionnels. L'enquête par questionnaire, auprès d'un panel varié d'agents, a quantifié des problématiques sensibles et identifié des tendances importantes. Les entretiens ont apporté une richesse contextuelle essentielle pour comprendre les dynamiques et recueillir les propositions des acteurs. Cette démarche s'impose donc pour étudier un domaine complexe mêlant enjeux techniques et sociaux, garantissant une analyse nuancée des défis de la gestion des archives à la DDA et à la DANCI. En somme, la combinaison de ces méthodes a assuré la fiabilité de l'analyse et mis en lumière les principaux défis ainsi que les pistes d'amélioration.

3-Résultats

Les données fournissent en évidence cinq enjeux principaux qui guident la gestion des archives tant à la Direction de la Documentation et des Archives (DDA) qu'à la Direction des Archives Nationales de Côte d'Ivoire (DANCI). Ces résultats sont résumés dans les tableaux ci-dessous et illustrés par des témoignages issus des entretiens.

3-1- Structuration et harmonisation des plans de classement

Tableau2 : Structuration et harmonisation des plans de classement

Direction	Plan de classement formel	Harmonisation avec les normes nationales	Politique d'archivage unifiée
DDA	Partiel	Non	Non
DANCI	Obsolète	Partielle	Non

Source : kotoy Liliane 2025

Bien que la DDA et la Direction des Archives Nationales disposant chacune d'un plan de classement, ces outils restent souvent incomplets ou obsolètes, ce qui nuit à l'organisation des archives et à la qualité du service. L'absence d'harmonisation avec les normes nationales entraîne des disparités dans les méthodes de classement, chaque service ou agent développant ses propres pratiques en l'absence de directives claires et actualisées. Cette situation complique la transmission des dossiers, rend la recherche d'informations difficile et accentue la charge de travail des agents, qui expriment fréquemment un sentiment d'isolement professionnel et de frustration. Par ailleurs, les plans de classement, souvent non adaptés aux missions actuelles, obligent les agents à improviser, ce qui accroît les risques d'erreurs et la démotivation. Pour les usagers, ces dysfonctionnements se traduisent par des délais d'attente, des réponses incomplètes et une perte de confiance dans le service public d'archives. Ainsi, la vétusté et le manque de coordination des outils de classement appartiennent à la fois au bien-être des agents et à la qualité du service rendu. La mise à jour des plans de classement, leur harmonisation avec les normes nationales et l'élaboration d'une politique d'archivage unifiée apparaissent donc comme des priorités urgentes pour améliorer l'efficacité administrative et valoriser le métier d'archiviste.

3-2-Formation et compétences des agents

Tableau3 : formation et compétence des agents

Niveau de formation	DDA (15 agents)	DANCI (15 agents)	Total (30 agents)	Total en %
Formation spécialisée	4	3	7	23%
Formation générale	7	6	13	43%
Pas de formation spécifique	4	6	10	33%

Total	15	15	30	100%
-------	----	----	----	------

Source : koty Liliane 2025

L'analyse des données montre que seuls 7 agents sur 30 disposant d'une formation spécialisée en archivistique, révélant un déficit marqué de compétences techniques pour répondre aux exigences actuelles de la gestion documentaire. La majorité, soit 13 agents, n'a reçu qu'une formation générale, insuffisante pour maîtriser les méthodes avancées de classement et de numérisation, ce qui oblige beaucoup à apprendre sur le terrain et accroît le risque d'erreurs et d'incohérences. Plus préoccupant, 10 agents n'ont suivi aucune formation spécifique, se retrouvant souvent en difficulté face à la complexité croissante des tâches, notamment avec l'archivage numérique et les normes à respecter. Ce manque de formation impacte directement la performance des services d'archives : les agents peu ou pas formés peinent à appliquer les procédures, à garantir la traçabilité et à prévenir la perte de documents. Au-delà des chiffres, cette réalité a une empreinte humaine forte, générant frustration, insécurité professionnelle et sentiment d'isolement, tout en limitant la qualité du service rendu et la capacité à préserver la mémoire de l'État. Il est donc essentiel de renforcer la formation initiale et continue, de valoriser les parcours spécialisés et de favoriser le transfert de compétences pour professionnaliser durablement la gestion des archives à la DDA et à la DANCI.

3-3-Accès à l'information et sécurité de la conservation

Tableau4 : Accès à l'information et sécurité de la conservation

Critère	DDA (%)	DANCI (%)	Total (%) (moyenne)
Accès rapide à l'information	40	35	37.5
Risque de perte de documents	60	65	62.5
Dispositifs de sécurité	30	25	27.5

Source : koty Liliane 2025

Avec seulement 37,5% des agents identifiés ayant un accès rapide à l'information, la majorité rencontre des difficultés pour localiser et consulter les archives, principalement à cause de plans de classement incomplets et de pratiques hétérogènes. Comme le souligne un agent de la DDA : « Il nous arrive de perdre du temps à retrouver certains dossiers, surtout ceux qui ne sont pas bien classés. » Cette situation ralentit les processus administratifs et nuit à la réactivité des services. Par ailleurs, le risque de perte de documents est élevé, un agent de la DANCI témoignant : « Parfois, des documents disparaissent sans qu'on sache où ils sont passés, ce qui complique énormément le travail. » Ce constat met en danger la mémoire institutionnelle et la transparence administrative. De plus, seuls 27,5% des agents jugent les dispositifs de sécurité adéquats, exposant les archives à des risques environnementaux et accidentels. Un agent de la DDA alerte : « Les systèmes de sécurité sont insuffisants, on craint pour la pérennité des archives, surtout en cas d'incendie ou d'inondation. » De même, un responsable de la DANCI

souligne : « Les conditions de conservation ne sont pas idéales, il y a des risques d'humidité et de dégradation. » Ces témoignages illustrent l'urgence de moderniser les infrastructures, de renforcer les procédures de gestion et de former le personnel afin de garantir la conservation et l'accès durable des archives publiques en Côte d'Ivoire.

3-4- Initiatives de numérisation et de modernisation

Tableau5 : numérisation et modernisation des documents

Aspect	DDA	DANCI
Projets de numérisation en cours	2 projets pilotes	1 projet pilote
Stratégie formelle	Non	Non
Ressources dédiées	Insuffisants	Insuffisants

Source; Koty Liliane 2025

La numérisation des archives à la DDA et à la DANCI reste très limitée. Bien que quelques projets pilotes aient été lancés deux à la DDA et un à la DANCI , ils restent isolés et ne constituent pas une stratégie globale. Les agents soulignent unanimement le manque de moyens, comme le résume un agent de la DDA : « Nous avons commencé à numériser certains documents, mais le manque de matériel ralenti considérablement le processus. » Ce problème est aggravé par l'absence de scanners performants, de logiciels adaptés et de ressources humaines qualifiées, ce qui limite le traitement des archives en volume. Le déficit de formation spécifique à la gestion électronique constitue également un obstacle majeur : « La plupart des agents n'ont jamais été formés à la gestion électronique des documents, alors on avance à tâtons », indique un agent de la DANCI. L'absence de stratégie formelle entraîne un manque de coordination : « Il

n'y a pas de plan clair pour la numérisation, chacun agit selon ses moyens » (agent DDA). Enfin, le manque de budget reste un obstacle récurrent : « La numérisation progresse lentement, faute de budget et de formation adaptée » (agent DANCI). Ainsi, le manque de ressources, l'absence de planification et le déficit de compétences numériques freinent la modernisation du secteur archivistique ivoirien. Pour faire de la numérisation un levier d'accèsibilité et de préservation, il est essentiel d'investir dans l'équipement, la formation et une stratégie structurée à moyen et long terme.

3-5-Conditions matérielles et sensibilisation des décideurs

Tableau6 : conditions matérielles des décideurs

Critère	DDA (%)	DANCI (%)	Total (%) (moyenne)
Locaux adaptés	35	30	32.5
Sensibilisation des décideurs	25	20	22.5

Source : koty Liliane 2025

Les résultats révèlent que seulement 32,5% des agents considèrent les locaux adaptés à la conservation des archives. Les témoignages mettent en avant des problèmes d'humidité, de manque d'espace et d'infrastructures inappropriées : « Les locaux ne sont pas adaptés, il y a des problèmes d'humidité et de manque d'espace » (agent DDA). Cette situation conduit à des pratiques précaires, comme le stockage dans des couloirs ou des pièces non sécurisées, présentant des risques de dégradation, de perte ou de vol. Par ailleurs, la sensibilisation des décideurs à l'importance des archives reste très faible (22,5%), ce qui se traduit par un manque de budget et de soutien institutionnel. «

Les décideurs ne perçoivent pas toujours l'importance des archives, ce qui limite les investissements » (responsable DANCI). Les agents ressentent que leur mission est sous-évaluée : « On a parfois l'impression que les archives sont vues comme une charge, pas comme un patrimoine à protéger » (agent DDA). Cette perception négative démotive les professionnels et freine toute progression. En résumé, l'inadéquation des infrastructures et la faible sensibilisation des décideurs constituent deux obstacles majeurs à une gestion moderne des archives, compromettant la préservation du patrimoine documentaire et la mémoire de l'État. Il est donc essentiel de renforcer la sensibilisation des décideurs et d'investir dans des infrastructures adaptées et sécurisées.

4-Discussion des résultats

Les résultats de cette étude confirment et mettent à jour les analyses de Guertin (1995), de l'ICA (2015, 2023) et d'Akodigna (2017), tout en fournissant une vision concrète de la situation actuelle en Côte d'Ivoire. La gestion des archives à la DDA et à la Direction des Archives Nationales est freinée par des enjeux structurels, humains et matériels. Tout d'abord, la faiblesse majeure réside dans la structuration des plans de classement, en raison de l'absence d'une politique d'archivage unifiée et de plans conformes aux normes nationales, ce qui entraîne une gestion fragmentée, des difficultés de coordination, des doublons et des pertes d'informations. Cela rejoint les recommandations de l'ICA (2015) sur l'importance d'un cadre réglementaire robuste. Ensuite, le déficit de formation spécialisée est évident, puisque peu d'agents disposent d'une formation en archivistique. Ce manque de limite à l'application des bonnes pratiques, à l'intégration du numérique et à la préservation efficace des archives, laissant souvent place à l'apprentissage « sur le tas ». En troisième lieu, l'accès rapide à l'information et le risque élevé

de perte documentaire découlent directement de ces lacunes. Moins de 40% des agents jugent l'accès satisfaisant, et plus de 60% considèrent que le risque de perte est élevé, ce qui compromet la continuité administrative et la mémoire institutionnelle. Par ailleurs, la modernisation, notamment par la numérisation, demeure embryonnaire ; les projets pilotes manquent de stratégie globale et souffrent d'un déficit de ressources, confirmant la nécessité d'une planification et d'investissements accumulés, comme le souligne l'ICA (2023). Enfin, les conditions matérielles et la faible sensibilisation des décideurs constituent d'importants freins. Les infrastructures sont souvent inadéquates, et peu de décideurs perçoivent l'importance stratégique des archives, limitant ainsi les investissements et freinant toute dynamique d'amélioration. En résumé, ces défis illustrent l'urgence d'une réforme structurelle et d'une mobilisation collective pour moderniser la gestion des archives publiques en Côte d'Ivoire.

Conclusion

La gestion des archives à la DDA et à la Direction des Archives Nationales de Côte d'Ivoire est confrontée à d'importants défis structurels, humains et matériels qui entravent non seulement l'efficacité administrative, mais aussi la préservation et la transmission du patrimoine documentaire national. Les plans de classement incomplets ou obsolètes, le manque de personnel formé ainsi que des infrastructures souvent inadéquates compromettent la qualité de la gestion documentaire. De plus, l'absence d'une stratégie globale de numérisation et la faible sensibilisation des décideurs limitent les possibilités de modernisation du secteur. Au-delà des enjeux techniques, cette situation affecte directement la gouvernance, la transparence et la mémoire institutionnelle, éléments fondamentaux à la construction d'une société démocratique et responsable. En effet,

une gestion efficace des archives garantit non seulement la continuité de l'action administrative, mais aussi l'accès équitable à l'information publique, renforçant ainsi la confiance des citoyens dans leurs institutions. Pour répondre à ces enjeux, il est indispensable d'adopter une politique nationale d'archivage unifiée, de renforcer la formation continue des agents, de moderniser les équipements, et de sensibiliser davantage les décideurs ainsi que le grand public à la valeur stratégique des archives. Ces mesures permettront non seulement d'assurer la conservation et l'accessibilité du patrimoine documentaire ivoirien, mais aussi de favoriser son rôle actif dans le développement durable, la responsabilité sociale et la construction d'une mémoire collective partagée. Ainsi, cette étude contribue à éclairer les leviers prioritaires pour une gestion documentaire innovante et socialement utile, au service d'une meilleure gouvernance et d'un progrès inclusif en Côte d'Ivoire.

Bibliographie

Akodigna, Komi. 2017. *Organisation des archives et continuité administrative*. Lomé : Presses Universitaires Togolaises.

Bannouri, Abderrahmane. 2005. *Archives et développement durable*. Rabat : Institut National des Études et de la Recherche sur l'Archivage.

Baillargeon, Juliette et Serge Wenglenski. 2022. « L'archiviste, acteur du changement : innovations dans la gestion documentaire », *Documentation et bibliothèques*, vol. 68, n°4, p. 229-245.

Conseil International des Archives (ICA). 2015. *Normes et politiques archivistiques*. Paris : ICA.

Conseil International des Archives (ICA). 2023. *Normes et politiques archivistiques : actualisations et enjeux contemporains*. Paris : ICA.

DIRECTION DE LA DOCUMENTATION ET DES ARCHIVES (DDA).
2016. *Décret n° 2016-600 portant organisation de la Direction*.
Abidjan : ministère de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire.

Guertin, Jean. 1995. *La gestion des archives en Afrique*.
Paris: Le Harmattan.

Mbaye, Saliou. 1982, 2004. « Problèmes des archives et
de la gestion des dossiers en Afrique de l'Ouest francophone
», *La Gazette des archives*, n°127, 1982.

Ndour, Marème, Abdou Dièye et Marième Gning.
2024. *Pratiques de gestion documentaire en Afrique : analyses
et perspectives*. Dakar : Éditions Universitaires Africaines.